

Coordination(2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section
de législation, première chambre,
présidé par le Ministre des Finances,
le 4 mai 1959, d'une demande d'avis
sur un projet de loi "concernant
les accises à l'importation", a
donné le 3 juin 1959 l'avis sui-
vant :

De RAAD VAN STATE, afdeling
wetgeving, eerste kamer, de 4e
mei 1959 door de Minister van
Financiën verzocht hem van advies
te dienen over een ontwerp van
wet "betreffende de accijnzen bij
invoer", heeft de 3e juni 1959
het volgend advies gegeven :

Intitulé.

L'intitulé du projet est trop général. Il pourrait laisser croire que la future loi contiendrait l'ensemble des droits d'accise perçus à l'occasion de l'importation, alors qu'elle sera loin d'être complète à cet égard.

Le Conseil d'Etat propose l'intitulé suivant :

"Projet de loi concernant la perception à l'importation de certains droits d'accise".

Article 2. Alcools.

L'article 2 fixe les droits dus sur l'alcool et les matières qui en contiennent une certaine fraction. Parmi les modifications que cet article apporte aux dispositions actuellement en vigueur, certaines méritent de retenir l'attention.

1. Les produits importés contenant de l'alcool éthylique non dénaturé, autres que les eaux de vie et liqueurs, repris à l'article 2 sous le § 1er, c, A, seront à l'avenir taxés selon six classes en rapport avec la quantité d'alcool qu'ils contiennent. Comme le régime antérieur prévoyait une taxation de 92 francs

par degré, il y aura majoration pour tous les produits qui n'atteignent pas le plafond d'une des classes puisque dans chaque classe on appliquera le droit correspondant au pourcentage maximum d'alcool.

L'exposé des motifs justifie cette majoration par l'utilité de réaliser l'harmonie avec le régime prévu par la convention du 18 février 1950 portant unification des droits d'accise entre la Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et les Pays-Bas, approuvée par la loi du 29 mars 1951.

L'harmonie n'est cependant pas complète car la convention ne prévoit pas la taxation des produits renfermant 5 degrés ou moins d'alcool, alors que le projet frappe ces produits d'un droit de 920 francs par hectolitre.

Toutefois, on peut se demander s'il convient de se référer à la convention du 18 février 1950. Celle-ci n'est pas entrée en vigueur en ce qui concerne l'alcool, faute d'un accord spécial entre les trois partenaires.

Ce n'est pas avec un régime théoriquement applicable dans un avenir lointain qu'il convient de comparer le projet, mais avec la réalité du droit d'accise actuellement applicable à l'intérieur du pays. Le projet, par son système de taxation forfaitaire, aggrave la charge de l'impôt pour tous les mélanges alcooliques dont le pourcentage d'alcool n'atteint pas le maximum d'une des tranches prévues.

2. Selon l'article 2, § 1er, c, B, 2, les autres produits importés contenant de l'alcool dénaturé paieront 240 francs par hectolitre au lieu de 40 francs précédemment.

L'exposé des motifs signale que l'on applique ainsi entre les alcools dénaturés indigènes et ceux qui sont importés la même différence de droit d'accise que celle qui existe entre les alcools non dénaturés indigènes et ceux qui sont importés.

Pour les alcools non dénaturés, la différence dans le taux du droit se justifie par le fait que l'accise intérieure de 90 francs le degré-hecto s'applique aux alcools bruts ou flegmes, tandis que les alcools importés qui sont des produits rectifiés paient 92 francs le degré-hecto. La différence de 2 francs le degré représente 200 francs lorsqu'on l'applique, sans distinction de degré, à un produit alcoolique qui peut être de l'alcool pur à 100°.

Cette différence de 200 francs est d'une importance relativement minime si on la compare au droit auquel vient s'ajouter la taxe spéciale de consommation.

Ainsi, un alcool brut indigène à 100° paie au total 20.000 francs de droit à l'hectolitre. Si le produit perd un pour cent à la rectification, le distillateur aura perdu une matière qui a subi 200 francs de droit d'accise. Ce fait justifie l'imposition plus élevée sur les alcools fins importés; ceux-ci paient en effet 20.200 francs.

Cet argument ne vaut pas pour l'alcool dénaturé, qui payait jusqu'ici 40 francs par hectolitre sans distinction de degré, qu'il soit indigène ou importé. Si l'imposition indigène se fait sur le produit brut et que la rectification fait perdre un pour cent, le fabricant aura perdu une matière qui a subi 0,40 franc de droit. Il ne se justifie pas, dès lors, de faire subir une augmentation de 200 francs de droit à l'alcool importé, pour des raisons de mise en harmonie.

De ces constatations, il appert que certains produits non dénommés contenant de l'alcool éthylique non dénaturé et d'autres contenant de l'alcool dénaturé, repris à l'article 2, § 1er, c, du projet, respectivement en ses A et B, 2, subiront une augmentation du droit d'accise.

Ces augmentations ne visent que la taxe perçue à l'importation. Elles ne frapperont pas les produits indigènes: bien que l'aggravation des droits ne soit pas considérable, ces mesures ont un caractère discriminatoire à l'égard des produits importés et, à cet égard, paraissent contraires aux termes de l'article 95, alinéa 1er, du traité instituant la Communauté économique européenne, signé à Rome le 25 mars 1957, ainsi conçu :

"Aucun Etat membre ne frappe directement ou indirectement les produits des autres Etat membres d'impositions intérieures, de quelque nature qu'elles soient, supérieures à celles qui frappent directement ou indirectement les produits nationaux similaires".

Article 4. - Vins.

Le droit d'entrée qui les concernait a été supprimé, tandis qu'un droit d'accise à l'importation d'un montant égal leur était imposé.

Cette mesure a fait l'objet de l'arrêté royal du 17 décembre 1958 (Moniteur belge, 25/12), pris en vertu de l'article 1er, § 1er, 3°, de la loi du 2 mai 1958 (Moniteur belge, 16-17 mai), qui permet au Roi, sous réserve de confirmation législative, "de remplacer, en tout ou en partie, les droits d'entrée à caractère fiscal par une taxe intérieure".

Le Gouvernement justifie la compatibilité de la mesure proposée avec le traité de Rome, en invoquant le protocole additionnel concernant le Grand-Duché du Luxembourg, dont l'article 1er, 1, alinéa 2, dispose:

"La Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas appliquent le régime prévu par l'article 6, alinéa 3, de la convention d'Union économique belgo-luxembourgeoise du 25 juillet 1921".

Lequel article 6, alinéa 3, prévoit :

"Les vins naturels indigènes non mousseux fabriqués à l'aide de raisins frais ne pourront être grevés d'un droit d'accise".

+

+ +

.../...

Au point de vue de la forme, il conviendrait de préciser, à l'article 2, § 1er, a, 1, que l'imposition de l'alcool éthylique en récipients ne contenant pas plus de 2 litres, doit s'entendre sans distinction de degré.

Opschrift.

Het opschrift van het ontwerp is te vaag. Het zou de indruk kunnen wekken, dat de toekomstige wet de gezamenlijke bij invoer geheven accijnsrechten zal bevatten, terwijl zij in dezen ver van volledig zal zijn.

De Raad van State stelt het volgende opschrift voor :

"Ontwerp van wet betreffende de heffing van sommige accijnsrechten bij invoer".

Artikel 2. Alcohol.

Artikel 2 bepaalt de rechten die verschuldigd zijn op alcohol en op produkten die er een bepaald gedeelte van bevatten. Onder de wijzigingen die dit artikel in de thans geldende bepalingen aanbrengt, zijn er enige die aandacht verdienen.

1. De in artikel 2, onder § 1, c, A, genoemde ingevoerde produkten, welke niet-gedenatureerde ethylalcohol bevatten en niet gedistilleerde dranken of likeuren zijn, zullen voortaan volgens zes tarieven worden belast naar gelang van hun alcoholgehalte. Aangezien het vroeger stelsel een belasting van 92 frank per graad vaststelde, zal er verhoging zijn voor alle produkten die het plafond van een der schalen niet bereiken, aangezien in elke schaal het recht dat met het maximum alcoholgehalte overeenstemt, zal worden toegepast.

Deze verhoging wordt in de memorie van toelichting verantwoord door een streven naar harmonie met het stelsel ingevoerd door het verdrag van 18 februari 1950 tot unificatie van accijnzen tussen België, het Groothertogdom Luxemburg en Nederland, goedgekeurd bij de wet van 29 maart 1951.

Volledige harmonie is er evenwel niet, want het verdrag stelt geen belasting op produkten die 5 graden of minder alcohol bevatten, terwijl het ontwerp daarop een recht van 920 frank per hektoliter aankondigt.

De vraag is echter of een verwijzing naar het verdrag van 18 februari 1950 dienstig is. Voor alcohol is dit verdrag niet in werking getreden omdat een bijzondere overeenkomst onder de drie partners ontbreekt.

Men moet het ontwerp niet vergelijken met een stelsel dat theoretisch in een ver afgelegen toekomst zal worden toegepast, maar met de werkelijkheid van het thans binnen 's lands geldende accijnsrecht. Door zijn forfaitair belastingstelsel verhoogt het ontwerp de belastingdruk voor alle alcoholmengsels waarvan het gehalte beneden het maximum van een der aangekondigde tranches blijft.

2. Volgens artikel 2, § 1, c, B, 2, wordt op de andere ingevoerde produkten die gedenateerde alcohol bevatten 240 frank in plaats van de vroegere 40 frank betaald.

De memorie van toelichting merkt op dat zodoende tussen inlandse en ingevoerde gedenatureerde alcohol hetzelfde verschil in accijns wordt toegepast als tussen inlandse en ingevoerde niet-gedenatureerde alcohol. Voor niet gedenatureerde alcohol, wordt het verschil van tarief hierdoor verantwoord, dat de binnenlandse accijns van 90 frank per graad-hekto van toepassing is op ruwe of ongezuiverde alcohol, terwijl op ingevoerde alcohol, dus een gezuiverd produkt, 92 frank per graad-hekto wordt betaald. Het verschil van 2 frank per graad wordt 200 frank wanneer het zonder onderscheid van graad wordt toegepast op een alcoholhoudend produkt, dat zuivere alcohol à 100° kan zijn.

Dit verschil van 200 frank is betrekkelijk gering, vergeleken met het recht waarbij nog een bijzondere verbruiksbelasting komt.

Aldus wordt voor inlandse ruwe alcohol à 100° in totaal 20.000 frank per hektoliter aan recht betaald. Gaat bij de zuivering één ten honderd verloren, dan verliest de stoker een materie waarop 200 frank accijns is geheven. Dit wettigt een hogere belasting op ingevoerde fijne alcohol; hiervoor wordt immers 20.200 frank betaald.

Dit argument geldt niet voor inlandse dan wel ingevoerde gedenatureerde alcohol, waarvoor tot nog toe 40 frank per hektoliter, ongeacht de graad, werd betaald.

.../...

Slaat de binnenlandse belasting op het ruwe produkt en gaat bij de zuivering één ten honderd verloren, dan verliest de fabrikant een materie waarop 0,40 frank accijnsrecht is betaald. Het is derhalve niet te verwachten, dat een verhoging van 200 frank aan rechten op ingevoerde alcohol wordt toegepast, met het oog op harmonisatie.

Uit deze vaststellingen blijkt dat op sommige niet genoemde produkten, die niet-gedenatureerde ethylalcohol bevatten, en op andere, die gedenatureerde alcohol bevatten en in artikel 2, § 1, c, van het ontwerp onderscheidenlijk onder A en B, 2, voorkomen, een hoger accijnsrecht zou worden geheven.

Deze verhogingen betreffen alleen de belasting die bij invoer wordt geheven. Inlandse produkten zijn daaraan niet onderhevig; al is de verhoging van rechten gering, het zijn toch discriminatoire maatregelen ten aanzien van ingevoerde produkten en in zover schijnen zij strijdig te zijn met de bewoordingen van artikel 95, eerste lid, van het op 25 maart 1957 te Rome ondertekende verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, dat luidt als volgt :

"De lid-Staten heffen op produkten van de overige lid-Staten al dan niet rechtstreeks, geen hogere binnenlandse belastingen van welke aard ook, dan die welke, al dan niet rechtstreeks, op gelijksoortige nationale produkten worden geheven".

Artikel 4. Wijnen.

Het desbetreffende invoerrecht werd afgeschaft, terwijl een accijnsrecht van gelijk bedrag bij de invoer werd ingesteld.

Deze maatregel is ingevoerd door het koninklijk besluit van 17 december 1958 (Belgisch Staatsblad 25/12) genomen krachtens artikel 1, § 1, 2°, van de wet van 2 mei 1958 (Belgisch Staatsblad 16-17/5) dat de Koning machtigt, onder voorbehoud van wettelijke bekrachtiging, "invoerrechten van fiscale aard geheel of gedeeltelijk om te zetten in een binnenlandse heffing".

Om de bestaanbaarheid van de ontworpen maatregel met het verdrag van Rome te wettigen, beroept de Regering zich op het additioneel protocol betreffende het Groothertogdom Luxemburg, waarvan artikel 1, 1, tweede lid, bepaalt :

"België en Luxemburg en Nederland passen de regeling toe vermeld in artikel 6, derde lid, van de overeenkomst van 25 juli 1921 tot oprichting van een economische unie tussen België en het Groot-Hertogdom Luxemburg".

Dit artikel 6 luidt als volgt :

.../...

"De natuurlijke inlandse niet-schuimende wijnen vervaardigd met behulp van verse druiven zullen niet met een accijnsrecht kunnen belast worden".

+

+ +

Wat de vorm betreft, ware het aangewezen in artikel 2, § 1, a, 1, te bepalen dat de belasting op ethylalcohol in verpakkingen die niet meer dan twee liter inhouden, wordt geheven zonder onderscheid van graad.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J. SUETENS,
de Heren :

premier président,
eerste-voorzitter,

L. MOUREAU,
G. HOLOYE,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

P. COART-FRESART,

assesseurs de la
section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

P. ANSIAUX,

C. ROUSSEAU,

greffier adjoint,
adjunct-griffier,

greffier.
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C. ROUSSEAU.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.